

4 Actualité

La France se masque pour adoucir l'automne

PANDÉMIE Alors qu'une nouvelle vague de Covid-19 est jugée «hautement probable» après l'été, les obligations de porter le masque à l'extérieur se multiplient dans les métropoles et les zones touristiques

BÉATRICE HOUCARD, PARIS
@behache3

Imposer le masque aujourd'hui pour ne pas devoir reconfiner demain: telle est la nouvelle approche du gouvernement français face à la deuxième vague de Covid-19, redoutée depuis le printemps et que le Conseil scientifique mis en place par Emmanuel Macron juge «hautement probable» à l'automne ou cet hiver. «Le virus circule de façon plus active, écrivent les scientifiques dans un avis du 27 juillet rendu public le 2 août, avec une perte accentuée des mesures de distanciation et des mesures barrières.» Ils demandent d'ailleurs aux 20 plus grandes villes de France de réfléchir à de possibles confinements locaux à la rentrée.

«Il faut éviter la perspective d'un reconfinement généralisé»

JEAN CASTEX, PREMIER MINISTRE

En baisse permanente depuis les mois d'avril, le nombre de malades en réanimation, sans être catastrophique, est reparti à la hausse: 371 lundi, 384 mardi, tandis que le nombre de décès oscille entre 10 et 30 par jour. Le chef du gouvernement et le président de la République, toujours tétanisés par la crainte de ne pas en faire assez, se relaient pour tirer le signal d'alarme: il faut «protéger contre ce virus sans



(GONZALO FUENTES/REUTERS)

faire arrêter la vie économique et sociale, en évitant la perspective d'un reconfinement généralisé», explique Jean Castex. «Il faut être vigilant», car «le virus tourne», déclare Emmanuel Macron.

Obligatoire depuis juin dans les transports, les lieux de culte et les salles de spectacle, le port du masque l'est aussi depuis le 20 juillet

dans tous les «lieux publics clos», notamment les commerces. Et il l'est désormais à l'extérieur dans plus de 300 communes. Une obligation générale sur l'ensemble du territoire imposée d'en haut semble exclue mais, dans de nombreuses communes, les maires tout juste élus ou réélus répondent à une demande de leurs administrés.

A Nice, Biarritz, Le Touquet, La Rochelle ou Saint-Malo, ainsi que dans un grand nombre de communes balnéaires de Bretagne ou de Normandie, peu touchées par la première vague, le masque est obligatoire sur le bord de mer et dans les rues commerçantes où l'on se bouscule l'été. Dans des grandes villes comme Toulouse, Tours ou

Orléans, il l'est sur le bord des fleuves, où des groupes de jeunes se retrouvent les soirs d'été, ou dans les centres-villes comme ceux de Lille ou de Strasbourg. L'obligation est aussi de mise sur les marchés découverts à Annecy, Evian, Thonon, Annemasse ou Chamonix.

A Paris, le préfet de police devrait donner suite à la demande de la

mairie de la capitale, Anne Hidalgo, qui souhaite que l'on porte le masque dans les rues commerçantes, le long des quais de Seine et dans les parcs et jardins. Dans la capitale, les tests effectués (non sans mal, faute de moyens suffisants) font apparaître un nombre de personnes positives cinq fois supérieur à ce qu'il était fin juin.

En Mayenne, département de 305 000 habitants, le masque est obligatoire en plein air dans 69 communes sur 242. C'est valable pour le chef-lieu, Laval (55 000 habitants), mais aussi pour des communes de seulement 3 000 ou 5 000 habitants. Depuis le début de l'été, la Mayenne est, avec la Guyane, le département français le plus touché, avec des foyers d'infection dans des entreprises, des structures médico-sociales ou des abattoirs.

L'obligation de porter un masque, si elle réjouit ceux qui ont peur du virus, fait grogner une partie de la population, car, au début de la pandémie, les plus hautes autorités de l'Etat assuraient qu'il ne fallait «sur-tout pas» en porter. Et pour cause: il y avait pénurie. Cinq mois plus tard, il en coûte 135 euros de ne pas respecter l'obligation. Pourtant, sans doute parce qu'il y a eu entre ces deux dates près de 30 300 morts, la France n'a pas connu de manifestations anti-masque. Seulement un peu de perplexité devant des injonctions contradictoires des politiques et des scientifiques. La dernière en date: alors que la dramatisation est sensible, le Ministère de la culture vient d'autoriser les spectacles de plus de 5 000 personnes à reprendre dès le 15 août, à condition de respecter les fameux gestes barrières. ■

La Suisse place l'Espagne sur liste rouge

MESURES Mauvaise surprise pour les vacanciers et les membres de la communauté espagnole de Suisse en visite dans leur famille cet été: ils devront se mettre en quarantaine à leur retour

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

La nouvelle a suscité une grosse émotion dans la communauté espagnole en Suisse et chez les vacanciers. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP), qui a actualisé sa liste des Etats présentant un risque élevé d'infection au coronavirus, y a intégré l'Espagne, à l'exception des îles Baléares et des îles Canaries. Dès ce samedi 8 août, toutes les personnes qui en reviennent devront se mettre en quarantaine pour dix jours.

Pas moins de 46 Etats et zones figurent désormais sur cette liste. Ils affichent tous plus de 60 nouveaux cas d'infection par jour pour un bassin de 10 000 personnes sur une durée de deux semaines. Or, l'Espagne a enregistré une hausse d'environ 8 500 nouveaux cas par jour, même si la situation n'y est plus aussi dramatique qu'en février et en mars derniers, lorsque les hôpitaux ont été totalement débordés par la crise. A l'ambassade d'Espagne à Berne, on craignait que l'OFSP prenne une telle mesure. «Ce n'est pas une bonne nouvelle, mais nous apprécions que la Suisse ait épargné les Baléares et les Canaries», relève le ministre conseiller de l'ambassade, Javier Benosa.

Celui-ci regrette cependant que la Suisse n'ait pas aussi traité l'Es-

pagne continentale de la même manière différenciée. Certaines régions, comme l'Andalousie ou la Galice, sont peu touchées par le virus. «Il n'y a pas de foyers sur les plages, qui ont pris beaucoup de mesures de sécurité à l'aide de drones», relève-t-on encore à l'ambassade.

Au sein de la communauté espagnole, c'est tout de même le choc.

José Delgado, membre du comité du centre espagnol Gallego de Sion, s'avoue surpris par la décision de l'OFSP. Même s'il respecte cette mesure qu'il estime logique, il ne s'imaginait pas une seconde que l'Espagne puisse être mise sur la liste rouge de la Suisse, au vu des dernières nouvelles qu'il recevait de son pays. Cette décision vient bouleverser

une fois de plus ses plans de vacances. «J'avais renoncé à partir en juillet en me disant que la situation s'améliorerait avec le temps et j'avais donc réservé pour le mois d'août, précise-t-il. Je devais partir pour dix jours dans la région de Barcelone, mais je viens d'annuler ce voyage.» Même s'il imagine que son patron lui aurait permis de faire du télétravail après son

retour d'Espagne pour respecter la quarantaine, il a préféré renoncer. «Ce n'est pas la fin du monde. Je partirai plus tard», glisse-t-il, philosophe. Il se demande toutefois si toutes les personnes qui rentrent d'Espagne respecteront la quarantaine, surtout celles qui voyagent en voiture.

Conscientes de la soudaineté de leur mesure, les autorités pro-

mettent de se montrer conciliantes et prient les employeurs de faire de même. Les personnes étant parties en Espagne sans savoir que leur pays se trouverait dans une zone à risques ne doivent pas craindre d'être sanctionnées par une perte de leur salaire. «Il s'agit là d'une quarantaine non fautive, couverte par les allocations de perte de gain», assure Michael Schöll, vice-directeur de l'Office fédéral de la justice.

Bon taux de téléchargement pour SwissCovid

Pour le reste, l'OFSP prie instamment la population de ne pas lâcher ses efforts concernant le respect des mesures d'hygiène. «La situation reste tendue et certains cantons redoutent de n'être prochainement plus en mesure d'assurer un traçage important des nouveaux cas», note Patrick Mathys, chef de la section de gestion des crises.

Certains indicateurs sont cependant plutôt rassurants: ainsi, le taux de positivité des quelque 8 000 tests par jour s'est stabilisé à 2,2%, alors qu'il s'élevait encore à 3,5% une semaine plus tôt. Dans les transports publics, 80 à 100% des usagers respectent le port du masque de protection. Quant à l'application SwissCovid, elle a désormais été téléchargée par 2,15 millions de personnes, soit plus de 25% de la population. «Par rapport à d'autres pays, la Suisse affiche le taux de téléchargement le plus élevé», s'est réjoui Sang-Il Kim, le chef de la division de la transformation numérique de l'OFSP. ■
COLLABORATION: GRÉGOIRE BAUR

Pas de nouvelles mesures à Neuchâtel

VIRUS Avec le nombre de cas positifs au Covid-19 le plus faible de Suisse romande, Neuchâtel n'est toujours pas décidé à suivre le Jura, Vaud et Genève, malgré les pressions qui sont exercées sur le canton

LÉA FRISCHKNECHT

«Vous pouvez constater l'état de la situation à la couleur de la cravate du médecin cantonal adjoint, rigole le conseiller d'Etat Laurent Kurth. J'ai moi-même poussé le vice en mettant des lacets bleus!» Un thème monochrome qui était volontairement assumé pour le point presse de mercredi, à la caserne de Colombier, à Neuchâtel. Bleu comme «sporadique»: le premier des quatre stades mis en place par le canton pour évaluer la situation sanitaire du canton. Le drapeau n'est pas vert, synonyme de «normalité», mais il n'est pas non plus jaune, orange ou rouge, les couleurs choisies en cas d'aggravation de la situation sanitaire dans le canton.

Quatorze nouveaux cas en une semaine

Jusqu'ici, Neuchâtel, c'est un peu le bon élève de la Suisse romande. Avec 3,37 cas par 10 000 habitants entre le 1er juin et le

3 août – d'après les données compilées par OpenZH –, le canton est loin derrière Fribourg (6,31), le Jura (7,49), Vaud (7,81) et Genève (14,74). Comment expliquer cette différence? «A Neuchâtel, il y a moins de brassage qu'à Genève», clarifie Laurent Kurth. Le chef du Département des finances et de la santé (DFS) salue également le «très bon respect des mesures» de la part de la population, ainsi que le renforcement des contrôles.

Mais comme dans beaucoup de régions de Suisse, Neuchâtel voit tout de même son nombre de cas positifs croître. Après le calme de juin et juillet, le canton dénombre 14 nouveaux cas depuis sept jours. Et si un quart est d'origine inconnue, les autres sont liés à des retours de voyage, des festivités nocturnes ou des contacts avec le reste de l'Arc lémanique. Le socialiste appelle donc à la prudence: «Avec le retour des vacances, la probabilité de voir les cas augmenter est plus importante. Les citoyens vont encore plus circuler entre les cantons. De plus, si les consignes ont été bien comprises, elles peuvent avoir été un peu oubliées pendant la période estivale.» Les autorités restent donc vigilantes et se disent prêtes à hisser le drapeau jaune si le nombre de cas devait encore augmenter.

Si changement de couleur il y a, le gouvernement neuchâtelois instaurera de nouvelles mesures. Et la liste est déjà prête. En tête, le port du masque obligatoire dans les commerces. Alors que le Jura et Vaud, puis Genève l'ont déjà adopté, Neuchâtel se contente d'une recommandation depuis le début de l'été. Et ce, malgré la pression des autres cantons romands et de l'Office fédéral de la santé publique qui souhaiteraient que les mesures soient plus harmonisées.

Pour Laurent Kurth, les décisions qui sont prises doivent être proportionnelles à la situation sanitaire du canton: «Il ne faut pas que les mesures deviennent un but en soi.» Le suppléant du chef de l'état-major de conduite de crise, Pascal Lüthi, précise toutefois que le canton serait prêt à suivre ses voisins si la situation devait s'aggraver. Et même à rejoindre Genève sur des décisions plus strictes: «Nous sommes également prêts à fermer certains types d'établissements, si besoin.»

Dans son point presse intitulé «Prudence, ce n'est pas fini», les autorités neuchâteloises veulent surtout appeler à la responsabilité individuelle. Et souligner que c'est le travail de tout un chacun de faire en sorte qu'aucun nuage ne vienne troubler le ciel bleu de Neuchâtel. ■